

Histoire

RECONSTRUIRE LE SOCIALISME EN FRANCE ET EN EUROPE : JEAN LONGUET ET LE « MOMENT 1919 »

Gilles Candar

26/06/2019

Le traité de Versailles a été signé le 28 juin 1919, ratifié en France en octobre suivant par la Chambre des députés puis par le Sénat et promulgué l'année suivante. Le député socialiste Jean Longuet prononça le 18 septembre 1919 un discours contre ce Traité, démontrant ses contradictions, esquissant une autre tentative de reconstruction de l'Europe et du monde. Les éditions Arbre bleu, avec le soutien de la Fondation, le publient avec une sélection d'articles complémentaires, dans une édition établie et présentée par Gilles Candar, qui revient dans cette note sur l'intérêt de redécouvrir ces textes en 2019.

Nous commémorons le centenaire du traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, ratifié en France le 2 octobre suivant par la Chambre des députés, puis par le Sénat le 11 octobre et promulgué le 10 janvier 1920. On le sait, commémorer ne signifie pas nécessairement célébrer. Il n'est sans doute ni inopportun ni inutile, à l'heure de grands débats européens, de rappeler l'opposition officielle et motivée du Parti socialiste de l'époque face à ce traité, chargé de régler le sort de l'Europe et du monde sur de nouvelles bases. Les critiques socialistes furent portées à la tribune de la Chambre par Jean Longuet (1876-1938), depuis longtemps spécialiste de politique internationale de son parti, dans la presse comme au sein de l'Internationale, mais aussi figure centrale de la nouvelle direction du socialisme français mise en place à l'automne 1918. Les éditions Arbre bleu (Nancy) ont donc voulu rééditer ce discours, augmenté d'un certain nombre d'articles qui permettent à Jean Longuet de préciser et de développer sa pensée, dans un livre intitulé *Les Principes de la paix*.

Socialiste et démocrate

Prononcé le 18 septembre 1919, son discours commence sur un ton modéré qui pourrait sembler anodin. Il admet un certain nombre de points positifs dans le traité, tel le retour à la France des trois départements d'Alsace et de Lorraine, tout en regrettant l'absence de sanction populaire à ce choix réparateur de la mutilation de 1871. Pourtant, il est porteur d'une critique d'autant plus

rigoureuse qu'elle échappe aux circonstances pour s'appuyer sur des principes essentiels. Ancien collaborateur de Francis de Pressensé et de Jean Jaurès à *L'Humanité*, Jean Longuet se réclame au demeurant autant de l'héritage libéral et démocratique que de celui du socialisme. Le petit-fils de Karl Marx cite les grands libéraux britanniques d'hier (William Ewart Gladstone, Henry Campbell-Bannerman...) et d'aujourd'hui (John Maynard Keynes) aux côtés des Ernest Renan, Jules Michelet et Victor Hugo plus familiers dans le discours politique français.

Ces références ne visent pas tant à se couvrir de patronages prestigieux qu'à fonder une synthèse originale qui pourrait se résumer ainsi : attachement aux droits des peuples, attendu chez tous ceux qui se situent dans le sillage de la Révolution française, mais sans réclamation têtue d'une organisation étatique pour chaque nationalité reconnue. Habitué depuis longtemps de la complexité balkanique qui a plongé cette partie du continent dans la guerre bien avant 1914, bon connaisseur des travaux de chercheurs et de militants se situant dans la mouvance de la social-démocratie germanique, Jean Longuet se fait l'écho des thèses austro-marxistes telles celles avancées par l'Autrichien Otto Bauer, éphémère ministre autrichien des Affaires étrangères, en faveur du maintien d'un cadre fédéral pour l'ancien empire austro-hongrois. Il n'a pas dépendu des socialistes que soit empêché le morcellement à outrance, source de conflits pendant plus d'un siècle qui ne sont malheureusement pas encore résolus à l'heure actuelle. Surtout, ils se montrent prêts à dépasser la formule traditionnelle de l'État-nation ou, du moins, à accepter de ne pas en faire un absolu, d'imaginer des évolutions comme le proposait déjà Jean Jaurès dans l'immédiat avant-guerre pour les Balkans ou l'Alsace-Lorraine.

Le primat du redressement économique

Le discours de Jean Longuet surprend aussi par la préoccupation très vive qu'il manifeste concernant les problèmes économiques soulevés par la reconstruction de l'Europe. Il rejoint les premières remarques que John Maynard Keynes s'apprête à développer dans son livre fameux *Les Conséquences économiques de la paix*, préfigurant aussi les interventions parlementaires à venir du député Vincent Auriol. Bien avant Aristide Briand, souvent présenté comme le père de la coopération économique et de la construction européenne, dans le sillage des grands articles des dernières années de Jean Jaurès, Jean Longuet appelle à une œuvre internationale et européenne qui ne soit plus fondée sur le droit du vainqueur ou de la force, mais établie sur une véritable coopération entre égaux. Son propos n'avait certes que très peu de chances d'être entendu en 1919. Cette logique entièrement nouvelle était sans doute peu audible après une victoire militaire chèrement acquise et il est possible de lui attribuer quelques décennies d'avance sur l'ensemble des milieux politiques et informés du moment.

La liberté des peuples... en Europe et ailleurs

Jean Longuet passe en revue les différents foyers de crise ou de tension. Il n'hésite pas à demander l'application des principes nationaux même lorsque cela pourrait léser les intérêts étatiques des vainqueurs : droits des Allemands de Sarre ou de Rhénanie à rester allemands, droits des Irlandais à l'indépendance, droits des Polonais mais aussi de leurs voisins ukrainiens ou autres. Il n'oublie pas non plus les peuples coloniaux, qui ont tenté de faire entendre leurs voix au moment de la conférence de la paix : Égyptiens et Indochinois notamment cités ici, mais leurs cas pourraient être étendus à d'autres, notamment aux divers peuples du Maghreb en considérant les articles concomitants de la presse ou les interventions en commissions parlementaires, par exemple sur le droit de vote en Algérie celles émises par Marius Moutet, alors proche de Jean Longuet. Celui-ci n'élève pas particulièrement la voix, ni ne développe outre mesure dans son discours, mais ce qu'il dit suffit à déchaîner l'agressivité de ses adversaires, notamment par les députés des colons, et à montrer que la gravité des enjeux coloniaux est sans doute davantage perçue de part et d'autre qu'il pourrait le sembler à lire trop furtivement les propos échangés.

La révolution russe

Lorsque le discours de Jean Longuet fut publié en brochure comme c'était l'usage militant de l'époque, quelques semaines après avoir été prononcé, ses éditeurs de la Librairie de *L'Humanité* et du Parti socialiste choisirent comme titre *Contre la paix impérialiste. Pour la Russie révolutionnaire*. Autant que la critique du traité de paix comptait donc pour ses éventuels lecteurs, semble-t-il, le soutien à la révolution russe après près de deux années de pouvoir bolchevik et alors que sévissait toujours la guerre civile entre Rouges et Blancs. Il est possible que le lecteur contemporain estime cette fois dépassé, en tout cas bien vieilli, le regard du député de Sceaux sur ce que Jules Romains appelait « la grande lueur levée à l'Est ». Jean Longuet affirme une confiance de principe pour une révolution se réclamant du prolétariat et des principes socialistes, qui plus est par des gens qu'il avait souvent rencontrés et connus personnellement. Il avait ainsi été l'avocat de Léon Trotski, l'ami de responsables divers (le menchevik Martov, le nouveau bolchevik Steklov, etc.). Il est évidemment tributaire de ses sources d'information, informé par exemple par le capitaine Jacques Sadoul, un ancien collaborateur d'Albert Thomas rallié en fait à la révolution. À le lire de près, s'il manifeste de la sympathie et parfois de l'émotion admirative, il est clair qu'il ne se départ pas pour autant d'une certaine prudence. Pour le moment, ce qu'il demande au gouvernement est de cesser sa politique d'intervention militaire, de reconnaître la réalité du pouvoir soviétique et d'entamer une politique de coopération, bref avec un peu d'avance et d'anachronisme, ce qui sera plus tard la politique d'Édouard Herriot sans parler de celle du général de Gaulle dans un autre contexte. Ce

n'est pas rien, mais cela n'a rien à voir avec l'aveuglement mystique ou le suivisme politique. Au reste, les intéressés l'entendront bien ainsi et Léon Trotski aura l'occasion de pourfendre ce propos, qui se veut solidaire et internationaliste, mais se tient éloigné de toute soumission intellectuelle ou politique à l'égard du bolchevisme.

L'Humanité et Le Populaire : l'histoire en construction

Ce discours est accompagné des principaux articles de son auteur alors publiés dans *L'Humanité* et *Le Populaire de Paris*. Le premier, quotidien du matin, et le second, quotidien du soir, appartiennent encore à la même mouvance socialiste. Jean Longuet écrit depuis les origines dans le journal fondé par Jean Jaurès en 1904 devenu le journal du parti dans son ensemble. Depuis le 15 octobre 1918, son directeur est Marcel Cachin, un guesdiste longtemps partisan de l'Union sacrée et « majoritaire de guerre », mais rallié *via* le courant « centriste » de Léon Blum à la nouvelle majorité qui entend animer et dynamiser un parti désormais rassemblé et décidé à conquérir de nouvelles et vastes responsabilités publiques. Au même titre que les autres leaders du Parti socialiste, Jean Longuet y publie régulièrement des articles en première page, selon le modèle institué par Jean Jaurès en 1906. Il s'exprime aussi dans *Le Populaire de Paris* dont il est le directeur politique. D'abord revue hebdomadaire lancée le 1^{er} mai 1916 pour aider le combat des « minoritaires » au sein du socialisme français, afin d'affirmer des principes internationalistes et socialistes, *Le Populaire* s'est développé et a été transformé en avril 1918 en quotidien du soir avec Henri Barbusse comme directeur littéraire et Paul Faure rédacteur en chef, intégrant de jeunes militants marqués par la guerre, comme Raymond Lefebvre, Paul Vaillant-Couturier ou Boris Lifschitz, qui signe Souvarine.

Un centenaire pour aujourd'hui

L'idée-force de Jean Longuet apparaît assez nettement : il veut aider à la reconstruction. Reconstruction de l'Europe : c'est-à-dire lutter contre la famine, en finir avec les haines nationales, favoriser la réconciliation des peuples, soutenir les causes nationales justes, comme en Irlande et en Pologne, en veillant à ce que ne se créent pas de nouvelles oppressions ou injustices. Reconstruction du socialisme : saluer et soutenir la révolution en Russie, mais aussi en Allemagne, en Hongrie et ailleurs, reconstruction politique de l'Internationale qui doit accueillir les partisans de toutes les formes de socialisme. C'est l'enjeu des conférences de Berne et de Lucerne et de son souhait de réunir comme espéré à Stockholm en 1917 toutes les forces prolétariennes, du Labour britannique aux bolcheviks russes. L'enjeu de la reconstruction explique que les socialistes peuvent applaudir avec autant d'enthousiasme le président Wilson que Lénine. Tous deux semblent alors en mesure d'accomplir les promesses de lendemains sans guerres ni oppressions. Jean

Longuet est loin d'être isolé pour incarner cette politique. Il compte bien que son entreprise pourra se déployer au niveau international avec des militants de tous pays, Britanniques, mais aussi Allemands de l'USPD, avec Kurt Eisner ou Hugo Haase, Tchèques ou Italiens. Cette espérance se brisera dans les diverses répressions, notamment en Europe centrale avec les assassinats emblématiques de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, avant ceux de Kurt Eisner et d'Hugo Haase, les répressions successives, voire les terreurs et contre-terreurs en Europe centrale et orientale. La reconstruction ne se fera pas sous l'égide du socialisme démocratique et le « moment 1919 », dont l'historien Michel Trebitsch avait naguère dégagé la spécificité, n'aura pas de débouché direct. L'année 1920 imposera d'autres choix et longtemps il sera difficile d'y échapper. Nous faisons néanmoins le pari qu'outre leur intérêt intrinsèque pour l'histoire, les analyses et perspectives envisagées en 2019 retrouvent en ce début de XXI^e siècle une part de pertinence et d'opportunité pour l'Europe et le monde.

Jean Longuet, *Les Principes de la paix, discours et articles*, édition établie par Gilles Candar, Nancy, Arbre bleu éditions, 2019, 198 p., 15 euros.

Arbre bleu éditions et la Fondation Jean-Jaurès ont le plaisir de vous convier à la présentation de cet ouvrage le jeudi 4 juillet 2019 de 18h à 20h au CEDIAS-Musée social, 5 rue Las Cases, 75007 Paris (3^e étage).